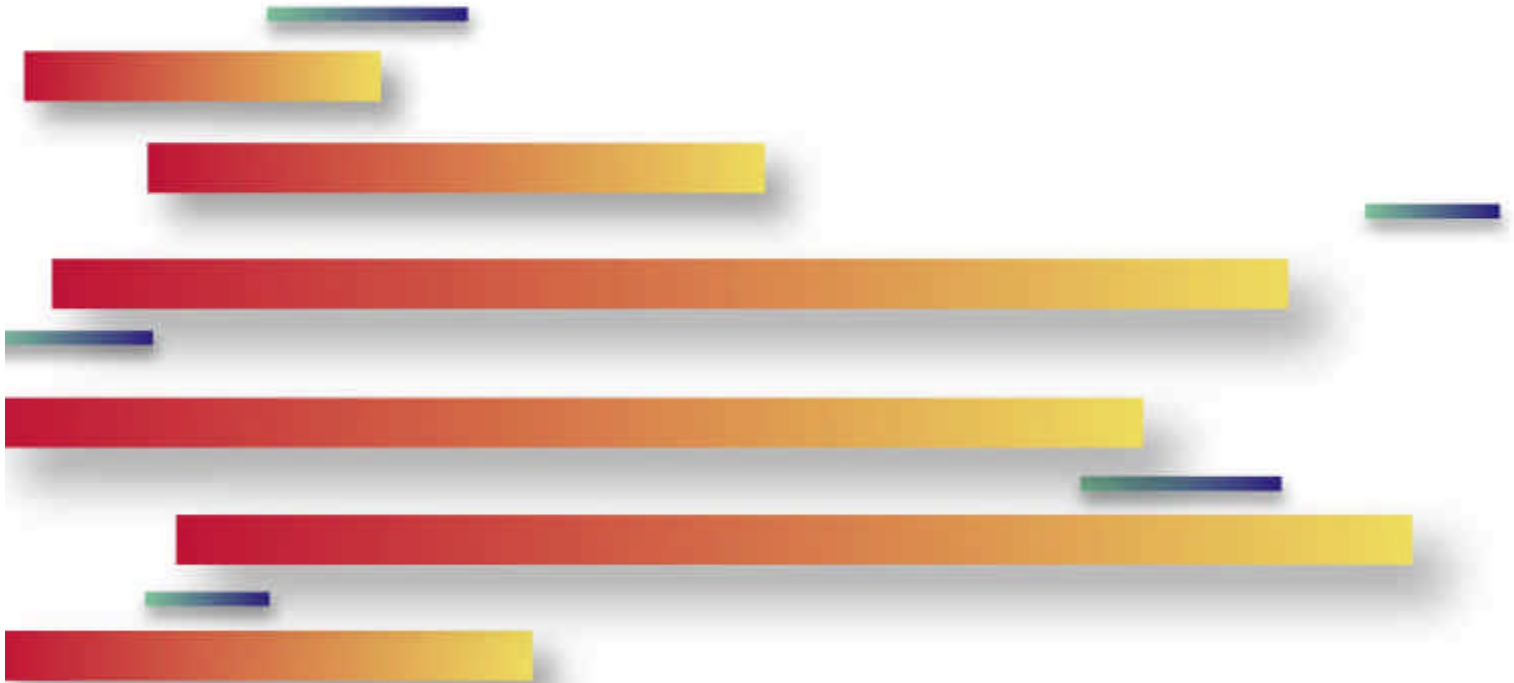


**Bulletin métropolitain
sur le marché du travail**

**RÉGION MÉTROPOLITAINE DE
RECENSEMENT DE MONTRÉAL**

Bilan annuel 2005
volume 2, numéro 5



Publication réalisée par la

Direction de la planification, du suivi et de l'information
sur le marché du travail d'Emploi-Québec Montréal
Table métropolitaine de Montréal

Direction

Réjean Charbonneau
Louis E. Prévost

Rédaction

Sylvie Allaire, économiste
Régent Chamard, économiste

Conception et développement

Omar Choucair, analyste en informatique
Lamara Yadel, technicien en informatique
Riadh Ounissi, technicien en informatique
Mélanie Lapalme, technicienne en informatique

Secrétariat

Sylvie Milot
Ginette Gosselin

Abonnement et changement d'adresse :
Emploi-Québec RMR de Montréal
Téléphone : (514) 864-8257
Télécopieur : (514) 864-8990
Courriel : regent.chamard@mess.gouv.qc.ca

Emploi-Québec Montréal
(514) 725-5221, poste 247
(514) 864-6827
sylvie.milot@mess.gouv.qc.ca

Publication disponible sur le site Internet :
<http://emploi Quebec.net/montreal>
<http://emploi Quebec.net/francais/imt>
<http://www.table-metropolitaine.org>

Dépôt légal : Moyenne annuelle 2005
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 1180-4572

Table des matières

LEXIQUE	4
MISE EN GARDE MÉTHODOLOGIQUE	5
FAITS SAILLANTS	6
SECTION 1	7
CONJONCTURE	7
MARCHÉ DU TRAVAIL	8
SECTION 2 ANNUELLE	13
GRAPHIQUES	14
<i>Taux de chômage et variation annuelle de l'emploi selon la région</i>	<i>14</i>
<i>Taux d'emploi (%) et taux de chômage (%), RMR de Montréal et ensemble du Québec</i>	<i>15</i>
<i>Emploi à temps plein et à temps partiel, RMR de Montréal</i>	<i>16</i>
TABLEAUX	17
<i>Principaux indicateurs du marché du travail, RMR de Montréal et ensemble du Québec</i>	<i>17</i>
<i>Principaux indicateurs du marché du travail, Montréal, Laval et RMR de Montréal moins Montréal et Laval</i>	<i>18</i>
<i>Comparaisons interrégionales</i>	<i>19</i>
<i>Principaux indicateurs du marché du travail selon le sexe et l'âge RMR de Montréal et ensemble du Québec</i>	<i>20</i>
<i>Emploi par secteur d'activité RMR de Montréal et Ensemble du Québec</i>	<i>21</i>
<i>Emploi selon le genre et le niveau de compétence RMR de Montréal et ensemble du Québec</i>	<i>22</i>
<i>Prestataires de l'assurance-emploi selon les régions économiques et l'ensemble du Québec</i>	<i>23</i>
<i>Prestataires de l'assistance-emploi selon les régions économiques et l'ensemble du Québec</i>	<i>24</i>

Lexique

Population de 15 ans et plus : Toutes les personnes âgées de 15 ans et plus, résidant au Québec, à l'exception des personnes vivant dans les réserves indiennes, des pensionnaires d'institutions et des membres des Forces armées.

Population active : Nombre de personnes, parmi la population de 15 ans et plus, au travail ou en chômage.

Emploi : Nombre de personnes qui habitent une région et qui travaillent, peu importe le lieu. Cette définition correspond à celle, des personnes occupées, utilisée par Statistique Canada dans l'*Enquête sur la population active*.

Chômeurs : Personnes qui sont sans emploi et qui se cherchent activement un emploi.

Taux de chômage : (Nombre de chômeurs / population active) x 100.

Taux d'activité : (Population active / population de 15 ans et plus) x 100.

Taux d'emploi : (Emploi / population de 15 ans et plus) x 100.

Taux de prestataires : Prestataires / population de 15 à 64 ans (Recensement 2001) x 100.

RMR : Région métropolitaine de recensement. La RMR est formée de l'île de Montréal, Laval et des parties métropolitaines de la Montérégie, de Lanaudière et des Laurentides.

ZME : Zone métropolitaine de l'emploi est formée de la somme des territoires des 47 centres locaux d'emploi de la région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal.

Note : Pour des définitions plus détaillées, voir Statistique Canada, *La Population active*. Mensuel. N° 71-001.

Mise en garde méthodologique

Les estimations régionales sur le marché du travail se distinguent à plusieurs égards des données canadiennes et québécoises sur l'emploi et le chômage diffusées mensuellement par *Statistique Canada* et tirées de *l'Enquête sur la population active*.

Les données pour le Québec sont **désaisonnalisées**, ce qui veut dire qu'elles sont corrigées des variations saisonnières afin de rendre les données comparables avec celles de n'importe quel autre mois de n'importe quelle année.

Les estimations régionales sont, quant à elles, des données brutes (**non désaisonnalisées**). Comme les niveaux d'emploi et de chômage varient en fonction de la période de l'année, on ne peut donc comparer les estimations régionales d'un mois qu'avec celles du mois correspondant des années antérieures.

Les estimations régionales se distinguent également des estimations québécoises mensuelles non désaisonnalisées puisqu'elles sont toujours des moyennes de trois mois (**moyennes mobiles**). Ainsi, l'estimation du taux de chômage d'avril pour une région est en réalité une estimation du taux de chômage moyen de cette région pour les mois de février, mars et avril. Statistique Canada réduit ainsi les fluctuations mensuelles des estimations en raison de la faible taille de l'échantillon des régions.

Malgré l'établissement de moyennes mobiles, les estimations régionales demeurent entachées de marges d'erreur élevées à cause de cette faible taille de l'échantillon. Celui-ci, qui était de 9 843 ménages en moyenne entre juillet et décembre 2003 pour l'ensemble du Québec, varie, selon les régions, de 277 ménages à Laval à 1 318 ménages en Montérégie, comme on peut le voir au tableau qui suit.

Une estimation du taux de chômage de 15,4 % pour la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine signifie qu'il y a une probabilité de 67 % que le taux de chômage de cette région se situe entre 14,1 % et 16,7 %. L'intervalle de confiance à 67 % pour cette région est donc dans ce cas-ci de 2,6 points de pourcentage. Une variation du taux de chômage de 1,3 point, à la hausse ou à la baisse ne peut alors être considérée statistiquement significative avec un tel intervalle de confiance. À Montréal, où l'échantillon est plus important, un taux estimé de 11,7 % se situe en réalité entre 11,0 % et 12,4 %, deux fois sur trois.

La marge d'erreur élevée des estimations trimestrielles régionales doit inciter l'utilisateur à interpréter ces estimations avec circonspection.

Intervalles de confiance des estimations régionales du taux de chômage			Intervalle de confiance à 90 %		Intervalle de confiance à 67 %	
Région	Taille de l'échantillon	Taux (%) de chômage moyen ¹	Borne inférieure	Borne supérieure	Borne inférieure	Borne supérieure
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	393	15,4	13,3	17,5	14,1	16,7
Bas-Saint-Laurent	344	8,9	7,3	10,5	7,9	9,9
Capitale-Nationale	790	6,4	5,4	7,4	5,8	7,0
Chaudière-Appalaches	987	5,1	4,4	5,8	4,7	5,5
Estrie	848	6,9	5,9	7,9	6,3	7,5
Montérégie	1 318	7,3	6,5	8,1	6,8	7,8
Montréal	1 056	11,7	10,5	12,9	11,0	12,4
Laval	277	8,5	7,0	10,0	7,6	9,4
Lanaudière	346	9,1	7,3	10,9	8,0	10,2
Laurentides	415	7,1	5,5	8,7	6,1	8,1
Outaouais	659	7,5	6,2	8,8	6,7	8,3
Abitibi-Témiscamingue	405	9,7	7,7	11,7	8,5	10,9
Mauricie	754	10,5	8,9	12,1	10,6	11,5
Saguenay–Lac-Saint-Jean	681	11,4	10,1	12,7	10,6	12,2
Côte-Nord et Nord-du-Québec	320	13,0	7,6	18,4	9,8	16,2
Centre-du-Québec	249	8,7	6,9	10,5	7,6	9,8
RMR de Montréal	2 095	9,5	8,8	10,2	9,1	9,9
Ensemble du Québec	9 843	8,9	8,6	9,2	8,7	9,1

Source : *Statistique Canada*.

¹ Selon les moyennes mobiles de trois mois de juillet à décembre 2003.

Faits saillants

Veuillez prendre note que le bulletin métropolitain remplace l'ancien bulletin régional de Montréal. Seuls les grands indicateurs du marché du travail de Montréal (tableau 1C) sont maintenant inclus dans le bulletin métropolitain. Tous les autres tableaux de la publication portent sur la région métropolitaine.

- ❖ Depuis 2002, le marché du travail est tombé au ralenti dans la région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal, ainsi qu'à l'échelle de la province. En 2005, la situation ne s'est pas améliorée. La croissance de l'emploi a réduit sa cadence d'un autre cran, en se limitant à 1 % dans les deux cas, et le taux d'emploi a finalement diminué, pour la première fois depuis 1996. Dans la RMR de Montréal, il est passé d'un sommet de 61,7 % en 2004 à un taux de 61,5 % en 2005.
- ❖ On peut se consoler du fait que les 18 700 nouveaux emplois que la RMR de Montréal a obtenus sont presque tous à temps plein (17 900). Mais les données indiquent que le travail à temps plein n'a pas cessé de perdre du terrain au cours de 2005; l'année s'est même terminée par un gain net d'emplois à temps partiel au dernier trimestre.
- ❖ La population active n'a pas été très dynamique non plus (1,1 %), mais suffisamment pour faire augmenter le taux de chômage, qui est passé de 8,6 % à 8,7 %. Le taux d'activité s'est replié (de 67,5 % à 67,4 %), pour une deuxième année de suite.
- ❖ Comme en 2004, la croissance de l'emploi a profité davantage aux hommes (1,3 % ou 12 300 nouveaux emplois) qu'aux femmes (0,8 % ou 6 500 nouveaux emplois). Par contre, leurs indicateurs du marché du travail ont continué de se dégrader relativement à ceux des femmes.
- ❖ L'emploi n'a augmenté que pour les 30 ans et plus (2,3 %). Les jeunes ont été perdants sur toute la ligne; tous leurs indicateurs ont régressé.
- ❖ Ce sont les gains dans la construction et dans diverses industries de services qui ont permis d'obtenir une création nette d'emplois car plusieurs industries manufacturières (10 industries sur 17) ont subi des pertes d'emplois importantes.
- ❖ Le domaine des arts, de la culture, des sports et des loisirs est le groupe professionnel qui a obtenu le plus grand nombre de nouveaux emplois, après celui de la gestion. Seules les professions reliées aux affaires, à la finance et à l'administration et celles des sciences naturelles et appliquées ont subi des pertes d'emplois.
- ❖ Le nombre de prestataires de l'assurance-emploi et de l'assistance-emploi a continué de diminuer dans la zone métropolitaine d'emploi (ZME) de Montréal.

Section 1

Conjoncture

L'économie au Québec et au Canada²

Aux États-Unis, malgré le choc provoqué par les ouragans et la rapide hausse des coûts de l'énergie, l'économie se porte plutôt bien. En effet, l'économie américaine a progressé au rythme de 4,7 % au troisième trimestre de 2005³, son plus fort gain depuis l'été 2003. Cette croissance était notamment attribuable aux dépenses de consommation qui ont ralenti par la suite. De son côté, la Réserve fédérale américaine a poursuivi son resserrement monétaire en augmentant ses taux en décembre, et les risques inflationnistes sont désormais limités. Par ailleurs, le solde commercial s'est de nouveau détérioré en octobre pour atteindre un autre déficit record.

De son côté, le solde commercial du Canada a reculé de 333 millions en dollars de 1997 en octobre par rapport au mois précédent. Cela suit un troisième trimestre vigoureux pour l'économie canadienne dans son ensemble.

Cette vigueur a contribué à la hausse de 0,4 % de l'indice de référence des prix à la consommation⁴ (IPCX) en novembre par rapport au mois précédent. Cette croissance des prix, particulièrement visible dans l'ouest canadien où l'économie est plus dynamique, a incité la Banque du Canada à hausser de 0,25 point de pourcentage ses taux directeurs en décembre.

Selon Statistique Canada, la productivité des travailleurs canadiens a augmenté de 0,8 % au troisième trimestre, soit la progression la plus forte en près de quatre ans. Cependant, la rémunération a progressé de 1,6 % au cours de la même période, de sorte que les coûts unitaires de main-d'œuvre ont quand même augmenté de 0,7 %.

Au Québec, le produit intérieur brut (PIB) réel était en hausse de 3,2 % au troisième trimestre⁵, malgré une faible hausse des dépenses de consommation de 1,1 %. La progression du PIB au troisième trimestre s'explique par d'un gain de 7,9 % des dépenses en machines et matériel ainsi qu'une augmentation des stocks. Ceci compense le ralentissement de la construction résidentielle. Mais surtout, la forte amélioration du solde commercial pour un deuxième trimestre consécutif a été responsable de plus de la moitié de l'accroissement du PIB.

Ainsi, les exportations internationales de biens du Québec n'ont pas échappé à cette tendance haussière: après une hausse de 1,9 % en septembre, elles ont progressé plus faiblement en octobre, avec un gain de 0,5 %⁶. Cette hausse est le résultat d'une amélioration combinée des livraisons de biens durables (+0,6 %) et des livraisons de biens non durables (+0,4 %). Ainsi, pour les 10 premiers mois de 2005, les exportations ont affiché une croissance de 4,6 %, les deux tiers provenant des biens non durables.

Les ventes au détail au Québec ont aussi connu un gain mensuel de 0,4 % en octobre. L'augmentation cumulée est de 6,5 % après dix mois. Au Canada, pour les mêmes périodes, ce sont des gains respectifs de 0,6 % et de 6,4 % qui ont été enregistrés. De leur côté, les ventes de gros ont progressé de 1,7 % en octobre au Québec, tandis qu'elles augmentaient de 6,4 % au cours des dix derniers mois. Au Canada, des gains respectifs de 2,2 % et 5,7 % ont été observés.

² Cette section a été rédigée par Louis-Philippe Tessier-Parent, économiste au Centre d'étude sur l'emploi et la technologie (CETECH).

³ Selon les données révisées du Département du commerce des États-Unis,

⁴ Indice de référence qui exclut les huit composantes les plus volatiles (dont l'essence).

⁵ Annualisé.

⁶ Exprimées en dollars constants

Marché du travail

Vue d'ensemble

Depuis la croissance exceptionnelle obtenue en 2002, le marché du travail est tombé au ralenti dans la région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal. L'emploi ne semble pas pouvoir se sortir des ajustements que l'appréciation rapide de la devise canadienne impose à nos entreprises depuis 2003, en plus d'avoir à affronter la concurrence féroce des marchés étrangers et la hausse récente des prix de l'énergie et des matières premières. Et 2005 n'apporte pas de meilleures nouvelles. Au contraire, tous les indicateurs signalent une détérioration de la situation de plus en plus préoccupante.

Après deux années de croissance modeste (1,3 % en 2004 et 1,4 % en 2003), l'emploi a ralenti sa cadence d'un autre cran en 2005 (1 %). La population active n'a pas été très dynamique non plus (1,1 %). Même si on peut se consoler du fait que les nouveaux emplois sont presque tous à temps plein, les données indiquent qu'ils ont perdu du terrain tout au long de l'année. Le taux d'emploi, qui n'avait pas cessé de s'améliorer depuis 1996, a finalement diminué et est passé d'un niveau record de 61,7 % en 2004 à 61,5 % en 2005. Le taux d'activité s'est également replié, pour une deuxième année de suite, et se situe maintenant à 67,4 %. Comme les nouveaux participants au marché du travail ont été à peine plus nombreux que les nouveaux emplois disponibles, le nombre de personnes à la recherche d'un emploi (chômeurs et chômeuses) s'est légèrement accru et le taux de chômage a augmenté, passant de 8,6 % à 8,7 %.

L'emploi

En 2005, la croissance de l'emploi dans la RMR de Montréal s'est limitée à 1 %, un rythme encore plus lent qu'en 2004 (1,3 %) et 2003 (1,4 %). On observe la même tendance dans l'ensemble du Québec, qui affiche aussi une croissance de 1 % en 2005, après deux années de croissance un peu plus vigoureuse (1,7 % en 2004 et 1,6 % en 2003).

Dans la RMR de Montréal, la progression représente 18 700 personnes en emploi de plus qu'en 2004 et celles-ci occupent presque toutes des postes à temps plein (17 900). Les données trimestrielles signalent cependant que la création d'emplois à temps plein a diminué tout au long de

2005 et que le travail à temps partiel a fini par prendre le dessus au cours des deux derniers trimestres. L'ensemble du Québec a vécu le même phénomène, sauf que, dans la RMR de Montréal, l'année s'est terminée par un recul de l'emploi à temps plein au dernier trimestre.

Le niveau d'emploi dans la RMR de Montréal a donc poursuivi son ascension et atteint maintenant un sommet de 1 827 400 personnes en emploi. Comme la population en âge de travailler a augmenté un peu plus rapidement (1,3 %) que la population en emploi (1 %), le taux d'emploi a diminué de 0,2 point de pourcentage. C'est la première fois depuis 1996 que le taux d'emploi recule. Parti d'un creux de 55,9 % en 1996, il s'est amélioré d'année en année jusqu'en 2003, où il a atteint un niveau record de 61,7 %. En 2004, la faible croissance de l'emploi a stoppé son expansion et le taux s'est maintenu au sommet historique de 61,7 %. La faiblesse persistante du marché du travail l'a finalement ramené à 61,5 % en 2005.

Dans l'ensemble du Québec, le taux d'emploi a suivi la même trajectoire, sauf qu'il n'a pas cessé de s'accroître en 2004, et a établi un nouveau record en se fixant à 60,3 %. En 2005, il a aussi subi un léger recul qui l'a fait redescendre d'un dixième de point, à 60,2 %. Parmi les six régions métropolitaines de la province, Montréal se classe au troisième rang pour le taux d'emploi (61,5 %), derrière la région de Québec (63,8 %), mais toujours loin derrière la région d'Ottawa-Gatineau (66,3 %).

Au sein de la RMR de Montréal, l'emploi ne s'est pas ranimé non plus en 2005. Les résidents et résidentes de l'île de Montréal ont toutefois bénéficié d'une croissance relativement plus forte (1,3 %) de l'emploi que la population résidant à Laval (0,8 %) ou celle habitant dans le reste de la RMR (0,8 %). Parmi les autres régions administratives de la grande région métropolitaine de Montréal (incluant les parties hors RMR), Lanaudière est la seule à présenter une hausse de sa population en emploi (3,5 %); les Laurentides et la Montérégie affichent des décroissances respectives de 1,6 % et de 0,9 %.

De plus, les 11 400 nouveaux emplois occupés par les Montréalais et les Montréalaises résultent d'un gain de 17 000 postes à temps plein, qui a été amoindri par la perte de 6 400 postes à temps partiel. À Laval, au contraire, les résidents et résidentes ont perdu des emplois à temps plein (-1 500) et n'ont récolté que des emplois à temps partiel (+2 900). La population habitant dans le reste de la RMR, quant à elle, a obtenu plus souvent des postes à temps partiel (3 600) qu'à temps plein (2 400).

Comme la progression de la population en emploi (1,3 %) a été encore plus élevée que celle de la population montréalaise en âge de travailler (0,8 %), le taux d'emploi montréalais a continué de s'améliorer et s'est établi à un nouveau sommet de 58,7 % en 2005. À Laval et dans le reste de la RMR par contre, les taux d'emploi ont diminué sensiblement (de 0,5 point et 0,8 point respectivement) car la population en emploi a augmenté relativement moins que la population de 15 ans et plus. Le taux d'emploi de la population lavalloise est ainsi passé de 61,2 % en 2004 à 60,7 % en 2005, tandis que celui de la population du reste de la RMR se situe à une moyenne de 65,8 % en 2005, comparativement à un taux de 66,6 % en 2004. Malgré un redressement significatif depuis son creux de 1996 (51,1 %), la population montréalaise détient toujours le taux d'emploi le plus faible des cinq régions administratives de la RMR de Montréal, et se classe onzième seulement parmi les 17 régions du Québec.

La population active et le chômage

La population active n'a pas été très dynamique non plus en 2005. Mais, dans la RMR de Montréal, elle a démontré un certain regain (1,1 % ou +21 900 personnes) par rapport à l'état léthargique dans lequel elle s'était enfoncée en 2004 (0,2 %). Dans l'ensemble du Québec cependant, la croissance de la population active ne cesse de s'affaiblir depuis 2002; en 2005, son rythme de croissance n'atteint plus que 0,7 %.

Comme la population de 15 ans et plus a progressé un peu plus (1,3 %) que la population active (1,1 %) dans la RMR de Montréal, le taux d'activité s'est légèrement replié, et est passé de 67,5 % en 2004 à 67,4 % en 2005. Contrairement au taux d'emploi, qui a connu son premier recul cette année, le taux d'activité de la RMR de Montréal avait déjà subi une contraction de 0,7 point de pourcentage l'année dernière. Après avoir atteint un record de 68,2 % en 2003, il est donc revenu, en 2005, au même point qu'en 2002. La faible croissance de l'emploi (+18 700 nouveaux postes) n'ayant pas permis d'intégrer tous les nouveaux participants au marché du travail (+21 900), le nombre de personnes à la recherche d'un emploi (en chômage) s'est accru (de 3 200 personnes), et le taux de chômage aussi s'est légèrement détérioré, en passant de 8,6 % à 8,7 %. Comparé à son record historique de 7,8 % en 2000, le taux de chômage de la RMR de Montréal demeure encore relativement bas, mais il suit une tendance à la hausse qui devient de plus en plus préoccupante.

Dans l'ensemble du Québec, la progression de la population active (0,7 %) ayant été encore plus lente que celle de la population totale en âge de

travailler (1,2 %), le taux d'activité a reculé de 0,3 point de pourcentage (de 65,9 % à 65,6 %). Cette croissance de la population active étant relativement plus anémique que celle de l'emploi (1 %), le taux de chômage provincial a pu continuer de s'améliorer, à l'inverse de ce qui a été observé dans la RMR de Montréal. Et, en descendant de 0,3 point de pourcentage par rapport à son niveau historiquement faible de 2004 (8,5 %), il établit même un nouveau record, à 8,2 %.

Parmi les six régions métropolitaines du Québec, la RMR de Montréal se classe au troisième rang pour le taux d'activité (67,4 %), tout juste après la région de Québec (67,6 %), mais loin derrière la région d'Ottawa-Gatineau (71 %). Avec un taux de chômage de 8,7 %, Montréal traîne cependant la patte et arrive quatrième, après les régions de Québec (5,6 %), d'Ottawa-Gatineau (6,6 %) et de Sherbrooke (7,3 %).

Au sein de la RMR, ce sont les résidents et résidentes de l'île de Montréal qui ont contribué le plus au regain de la population active en 2005 et, grâce à une progression relativement plus forte (1,8 %) que celle de la population en âge de travailler (0,8 %), le taux d'activité montréalais a repris le chemin de la croissance. Après un recul qui l'avait ramené à 65,1 % en 2004, il a récupéré 0,6 point de pourcentage, et cela lui a permis de se hisser au-delà de son sommet de 2003 (65,5 %) jusqu'à un niveau record de 65,7 %. Mais, comme la population active s'est aussi accrue plus que la population en emploi (1,3 %), le taux de chômage montréalais a augmenté, passant de 10,3 % à 10,7 %. À Laval et dans le reste de la RMR, c'est plutôt l'inverse qu'on observe car leur population active a peu progressé (0,5 % et 0,4 % respectivement) par rapport à leur population en âge de travailler (1,7 % et 2,1 % respectivement) et par rapport à leur population en emploi (0,8 % dans les deux cas). Les taux d'activité ont donc chuté de façon marquée pour les résidents et résidentes de Laval (de 66,7 % en 2004 à 65,9 % en 2005) et pour ceux du reste de la RMR (de 71,3 % à 70,1 %). Le peu de dynamisme de la population active a entraîné une amélioration apparente de leurs taux de chômage, qui sont passés de 8,2 % à 7,9 % à Laval et de 6,5 % à 6,1 % dans le reste de la RMR, entre 2004 et 2005.

Les hommes et les femmes

Comme en 2004, la croissance de l'emploi a profité davantage aux hommes (1,3 %) qu'aux femmes (0,8 %) en 2005; les hommes ont ainsi obtenu 12 300 emplois de plus qu'en 2004, tandis que les femmes en ont récolté 6 500. Par contre, leurs indicateurs du marché du travail se sont dégradés relativement à ceux des femmes.

Les gains d'emplois réalisés par les femmes en 2005 s'expliquent uniquement par la progression du travail à temps plein, alors que, chez les hommes, les nouveaux emplois sont autant à temps plein (6 100) qu'à temps partiel (6 200). L'emploi féminin s'est enrichi de 11 800 nouveaux postes à temps plein, mais une perte de 5 300 postes à temps partiel a réduit ce gain à une création nette de 6 500 emplois. Même si les femmes occupent encore des postes à temps partiel (24,1 %) deux fois plus souvent que les hommes (12,3 %), le travail à temps partiel prend de plus en plus d'importance chez les hommes et n'a jamais atteint un niveau aussi élevé qu'en 2005. En 2003, la proportion d'hommes travaillant à temps partiel a fait un bond spectaculaire de 1,4 point de pourcentage par rapport à 2002 et est monté jusqu'à 12 %. Cette part a à peine diminué en 2004 (11,9 %) et s'est mise à remonter encore plus haut en 2005. Chez les femmes, la part du travail à temps partiel a aussi atteint un sommet en 2003 (à 25,6 %), mais elle s'est ensuite rétractée, à 24,9 % en 2004 et à 24,1 % en 2005.

Malgré une croissance de l'emploi plus favorable aux hommes en 2005, le taux d'emploi masculin s'est également détérioré relativement plus que celui des femmes, parce que la population en âge de travailler s'est accrue deux fois plus rapidement chez les hommes (1,8 %) que chez les femmes (0,9 %). Le taux d'emploi a ainsi diminué, passant de 66,5 % en 2004 à 66,2 % en 2005, chez les hommes et de 57,1 % à 57 % chez les femmes. Il faut souligner que c'est la troisième année consécutive que le taux d'emploi masculin recule. Les hommes étant davantage affectés par les difficultés que traverse le secteur manufacturier depuis 2003, du fait qu'ils sont plus nombreux que les femmes à y travailler, leur taux d'emploi s'est écroulé de plus d'un point de pourcentage en 2003, en passant de 67,9 % en 2002 à un taux de 66,6 % en 2003. La baisse a ensuite été moins prononcée, mais elle s'est poursuivie : le taux d'emploi masculin a perdu 0,1 point en 2004, en s'établissant à 66,5 %, et un recul additionnel de 0,3 point de pourcentage en 2005 l'a finalement ramené à son niveau de 2002 (66,2 %). Chez les femmes, au contraire, le taux d'emploi a atteint un record de 57,1 % en 2003, auquel il s'est maintenu en 2004, avant de se replier légèrement en 2005, à 57 %. L'écart entre les taux d'emploi masculin et féminin a donc continué de se rétrécir et ne se chiffre plus qu'à 9,2 points de pourcentage en 2005. Les données historiques nous rappellent que le taux d'emploi masculin a déjà touché un sommet historique de 71,1 % en 1988; il était alors supérieur à celui des femmes de 22 points de pourcentage. Cet écart ne cesse de fondre depuis.

La population active masculine a également progressé plus rapidement (1,4 %) que celle des

femmes (0,8 %) en 2005. Mais, comme la croissance de la population masculine en âge de travailler (1,8 %) a été un peu plus élevée que celle de sa population active, le taux d'activité masculin a reculé de 0,3 point de pourcentage par rapport à 2004, et a terminé l'année à 72,9 %. Chez les femmes, la population active a augmenté à un rythme à peine inférieur à celui de sa population âgée de 15 ans et plus (0,9 %) et le taux d'activité féminin a légèrement diminué, en passant de 62,1 % à 62 %. Le taux d'activité masculin demeure donc plus élevé que celui des femmes, mais l'écart continue lui aussi de se rétrécir et se chiffre maintenant à 10,9 points de pourcentage. En 1987, alors qu'il affichait un sommet historique de 78,1 %, cet écart atteignait 22,5 points. C'est également la troisième année consécutive que le taux d'activité masculin diminue. Le taux d'activité féminin, au contraire, suit une tendance à la hausse depuis 1987, qui l'a porté jusqu'à un record historique de 62,4 % en 2003. Depuis deux ans, il s'est replié, mais plus faiblement que chez les hommes.

Étant donné que 14 700 hommes de plus qu'en 2004 ont voulu intégrer le marché du travail en 2005, mais que seulement 12 300 d'entre eux ont obtenu un emploi, le nombre de chômeurs a augmenté de 2 500 et le taux de chômage masculin a subi une légère hausse, en passant de 9,1 % à 9,2 %. Chez les femmes, les nouvelles participantes au marché du travail (7 300) ont pratiquement toutes trouvé un emploi (6 500 nouveaux emplois féminins), de sorte que le taux de chômage féminin est resté inchangé, à 8 %. Le taux de chômage masculin, qui est systématiquement plus élevé que celui des femmes depuis 1990, s'en est encore éloigné en 2005 puisque l'écart entre les deux taux (1,2 point de pourcentage) s'est un peu élargi par rapport à celui de 2004 (1,1 point). En 2003, cet écart atteignait presque deux points de pourcentage, avec des taux de chômage qui étaient montés jusqu'à 10,4 % chez les hommes et 8,6 % chez les femmes.

Les moins de 30 ans et les 30 ans et plus

Depuis 2003, la situation ne cesse de se dégrader pour les jeunes de 15 à 29 ans. Malgré le ralentissement marqué du marché du travail, ils avaient continué de profiter d'une forte croissance de l'emploi en 2003 (3,6 %), contrairement aux personnes de 30 ans et plus qui n'ont obtenu qu'une faible progression 0,6 %. Mais, en 2004, la vapeur s'est renversée et les jeunes ont dû se contenter d'une maigre récolte (0,4 %), alors que la situation s'améliorait pour leurs aînés (1,6 %). Et, en 2005, l'emploi n'a augmenté que pour les 30 ans et plus. Le nombre de jeunes en emploi a diminué de 2,6 % et ils ont perdu 12 600 postes. Chez les 30 ans et plus, le nombre de personnes en emploi a

augmenté de 2,3 %, ce qui représente 31 300 postes de plus qu'en 2004.

En 2005, les jeunes sont perdants sur toute la ligne car tous leurs autres indicateurs ont régressé. Ils ont subi des pertes autant dans l'emploi à temps plein (-2,7 % ou -8 700 postes) que dans l'emploi à temps partiel (-2,5 % ou -3 800 postes) et leur population active s'est également contractée (-2,8 %). Comme le nombre total de personnes âgées de 15 à 29 ans s'est accru de 1,3 %, le taux d'emploi des jeunes s'est effondré de 2,5 points de pourcentage, en passant de 65,3 % en 2004 à 62,8 % en 2005, et leur taux d'activité a subi une chute encore plus substantielle, en passant de 74,5 % en 2004 à 71,5 % en 2005. Par contre, leur taux de chômage a baissé, passant de 12,4 % à 12,2 %. Cette apparente amélioration résulte du fait que le nombre de jeunes voulant intégrer le marché du travail a diminué plus que le nombre de jeunes en emploi. C'est la première fois depuis 1997 qu'on observe une décroissance du nombre de jeunes en emploi et du nombre de jeunes actifs sur le marché du travail. Par contre, les taux d'emploi et d'activité ont commencé à se replier en 2004. En 2003, les jeunes présentaient des taux d'emploi (65,6 %) et d'activité (74,7 %) relativement élevés, mais qui n'avaient tout de même pas rejoint les sommets atteints avant la récession de 1990. Par ailleurs, le travail à temps partiel, très présent chez les jeunes, a atteint une proportion record de 31,9 % en 2003 et se tient à des hauteurs semblables depuis. Chez les 30 ans et plus, la proportion de travailleurs et travailleuses qui occupent un emploi à temps partiel a également touché un sommet en 2003, à 13,6 %, mais elle est ensuite redescendue jusqu'à 13,1 % en 2004 et en 2005.

Chez les personnes de 30 ans et plus, les 31 300 nouveaux emplois obtenus en 2005 sont essentiellement à temps plein (26 700). Par contre, les données trimestrielles montrent que la croissance de l'emploi à temps plein dans ce groupe d'âge a ralenti tout au long de 2005. Le taux d'emploi a gagné 0,6 point de pourcentage par rapport à 2004, et a atteint un record historique de 61,1 %. La population active a aussi progressé (2,6 % ou 37 200 personnes de plus) et le taux d'activité a récupéré presque tous les points qu'il avait perdus en 2004; il est ainsi remonté jusqu'à 66 %, un niveau à peine inférieur à son sommet de 2003 (66,1 %). En raison d'une hausse de la population active plus élevée que celle de la population en emploi, le nombre de personnes à la recherche d'un emploi (en chômage) s'est accru (de 5,6 % ou de 5 800) et le taux de chômage a augmenté, passant de 7,2 % en 2004 à 7,4 % en 2005.

En 2005, les jeunes continuent de présenter des taux d'activité et d'emploi plus élevés que ceux de

leurs aînés, mais les écarts se sont considérablement refermés et ne montent plus qu'à 5,5 et 1,7 point de pourcentage respectivement, alors qu'ils se chiffraient à 9,3 et 4,8 en 2004. Le taux de chômage des jeunes, quant à lui, dépasse encore celui des 30 ans et plus d'environ 5 points de pourcentage.

L'évolution sectorielle de l'emploi

Depuis 1994, les industries de services soutiennent la croissance de l'emploi dans la RMR de Montréal. En 2005, c'est encore le cas puisqu'elles ont procuré l'essentiel des nouveaux emplois, avec une croissance de 1,2 % par rapport à 2004 : sur l'ensemble des 18 700 emplois créés en 2005, 17 200 reviennent aux industries de services. Les gains d'emplois les plus nombreux ont été observés dans les services aux entreprises, les services relatifs aux bâtiments et les autres services de soutien (+13 800 postes ou +23,1 %), les services d'enseignement (+13 300 postes ou +11,2 %) et les services immobiliers (+8 300 postes ou +40,3 %). Ces gains ont toutefois été réduits par les pertes d'emplois subies dans diverses autres industries de services, les plus importantes à signaler étant survenues dans l'industrie du transport et de l'entreposage (-11 600 postes ou -12,2 %).

Dans l'ensemble des secteurs de la production de biens, la progression de l'emploi a été beaucoup plus faible (0,4 %) et ne représente que 1 500 nouveaux emplois. De plus, cette croissance repose presque entièrement sur la vigueur de la construction, qui a permis de créer 11 300 emplois (+16,1 %), car, après le répit que les données rapportent en 2004, les difficultés du secteur manufacturier ont recommencé à peser sur l'emploi et 11 100 emplois ont été supprimés (-3,7 %). Les pertes d'emplois se sont réparties presque autant dans les industries de fabrication des biens durables (-4 800 postes ou -3,3 %) que dans celles des biens non durables (-6 300 postes ou -4,2 %). Les fabricants de vêtements, de produits en cuir et de produits analogues sont encore ceux qui ont supprimé le plus grand nombre d'emplois en 2005 (-5 600 postes ou -18,2 %). Les pertes les plus importantes ont ensuite été relevées dans l'industrie de la fabrication de machines (-5 100 postes ou -28,2 %) et dans celle de l'impression et des activités connexes de soutien (-4 600 postes ou -20,1 %). Les données trimestrielles indiquent que l'emploi s'est graduellement détérioré en cours d'année chez les fabricants de matériel de transport, de meubles et de produits connexes, de produits chimiques et d'autres produits divers, tandis que les pertes d'emploi chez les fabricants de vêtements se sont amoindries de trimestre en trimestre.

L'emploi dans les groupes professionnels

En 2005, la croissance de l'emploi a profité aux professions exigeant des qualifications de niveau supérieur, soit celles de niveau professionnel (+23 600 postes ou +6,7 %) et celles de la gestion (+19 100 postes ou +11,6 %) et, dans une moindre mesure, aux professions du groupe élémentaire (+12 500 postes ou +6,6 %). Les pertes d'emplois, quant à elles, se sont concentrées presque exclusivement dans les professions de niveau intermédiaire (-36 200 postes ou -6,5 %).

Le domaine des arts, de la culture, des sports et des loisirs est le groupe professionnel qui a obtenu le plus grand nombre de nouveaux emplois (+17 600 postes ou +25,5 %), après celui de la gestion. Seules les professions reliées aux affaires, à la finance et à l'administration (-16 200 postes ou -4,4 %) et celles des sciences naturelles et appliquées (-9 800 postes ou -6,4 %) ont subi des pertes d'emplois.

Les prestataires de l'assurance-emploi et de l'assistance-emploi

Les prestataires de l'assurance-emploi

Selon les données administratives de Services Canada (Ressources humaines et Développement des compétences), le nombre de prestataires de l'assurance-emploi actifs et aptes au travail a continué de diminuer sur le territoire de la zone métropolitaine d'emploi (ZME) de Montréal. En 2005, on comptait une moyenne de 96 913 prestataires actifs et aptes au travail sur l'ensemble de ce territoire, ce qui représente 7 571 personnes de moins (-7,2 %) qu'en 2004. Dans l'ensemble du Québec, la baisse est relativement moins forte (-2,6 %).

De toutes les régions du Québec, c'est l'île de Montréal qui regroupe le plus grand nombre de prestataires (46 951). C'est également dans cette région que le volume de prestataires a diminué le plus (-4 926 personnes ou -9,5 %).

On peut aussi constater que le pourcentage de la population en âge de travailler qui est inscrite à l'assurance-emploi en 2005 est plus faible sur l'île de Montréal (3,8 %) et à Laval (3,9 %) que dans l'ensemble de la ZME de Montréal (4,1 %). Dans l'ensemble du Québec, le taux de prestation est de 5,8 %.

Les prestataires de l'assistance-emploi

Selon les données les plus récentes (octobre 2005), le nombre de prestataires de l'assistance-emploi (adultes sans contraintes au travail) a également continué de diminuer sur le territoire de la ZME de

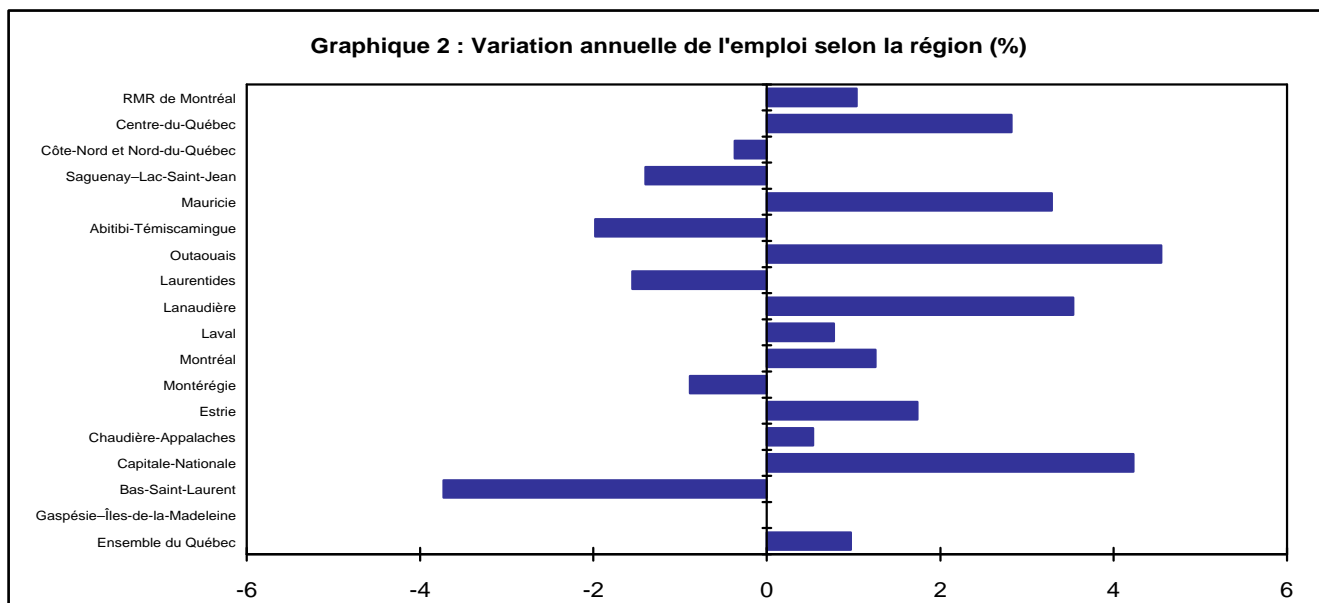
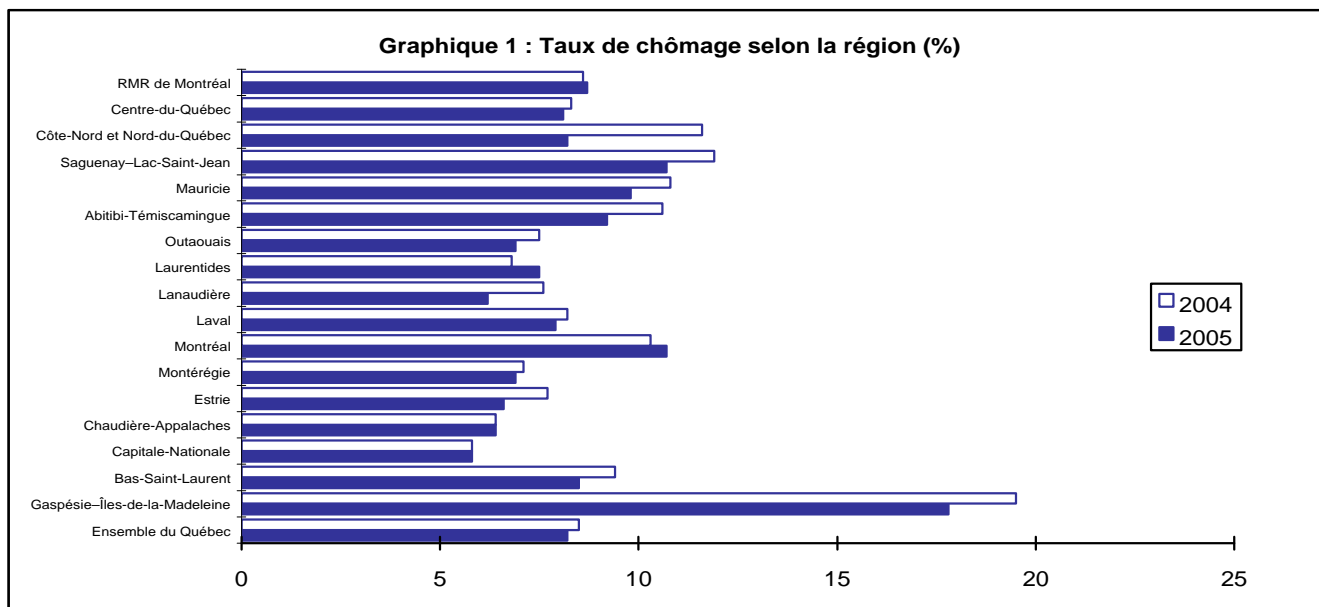
Montréal. En moyenne, au cours des douze derniers mois (de octobre 2004 à octobre 2005), ils étaient 82 959 personnes à recevoir des prestations, alors qu'ils étaient 86 856 à la même période en 2004 (de octobre 2003 à octobre 2004). Cela correspond à une baisse de 4,5 % (-3 897 prestataires) par rapport à l'an dernier.

La grande majorité (77 %) de ces prestataires est concentrée sur l'île de Montréal, qui détient d'ailleurs le taux de prestation le plus élevé au Québec (5,2 %). Les 64 153 prestataires que l'île de Montréal comptait à elle seule en 2005 représentent, par ailleurs, une réduction de 4,5 % (-3 026 personnes) par rapport à l'année dernière. Dans l'ensemble du Québec, le recul est de 4,6 %.

Section 2 annuelle

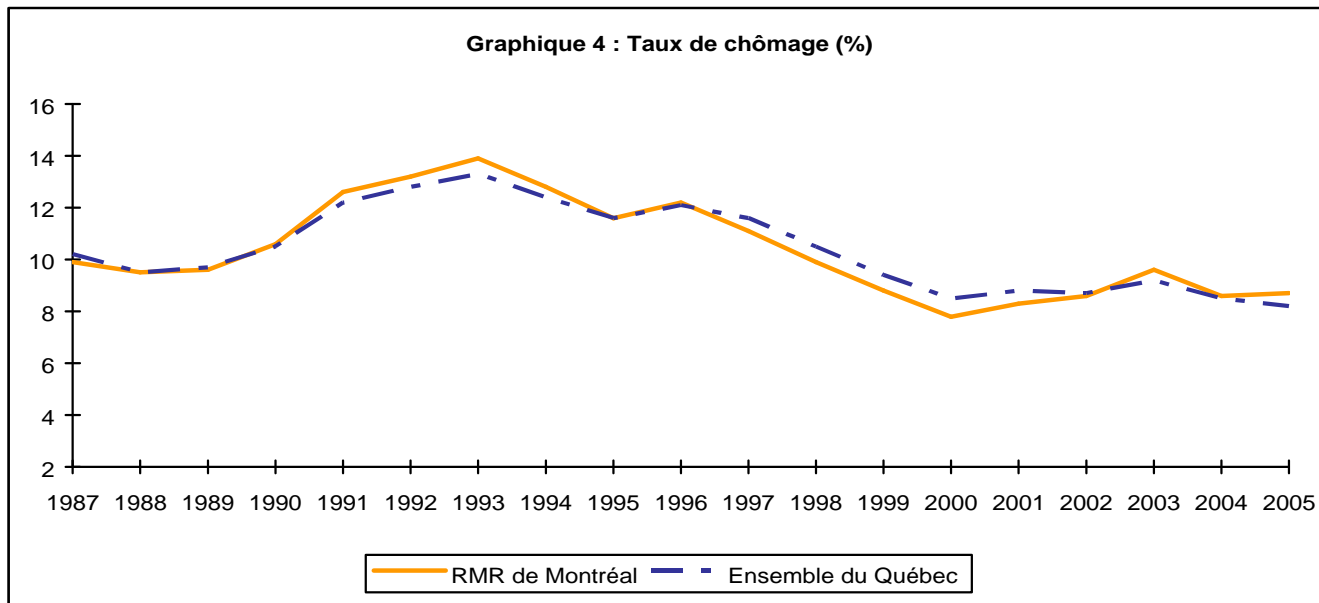
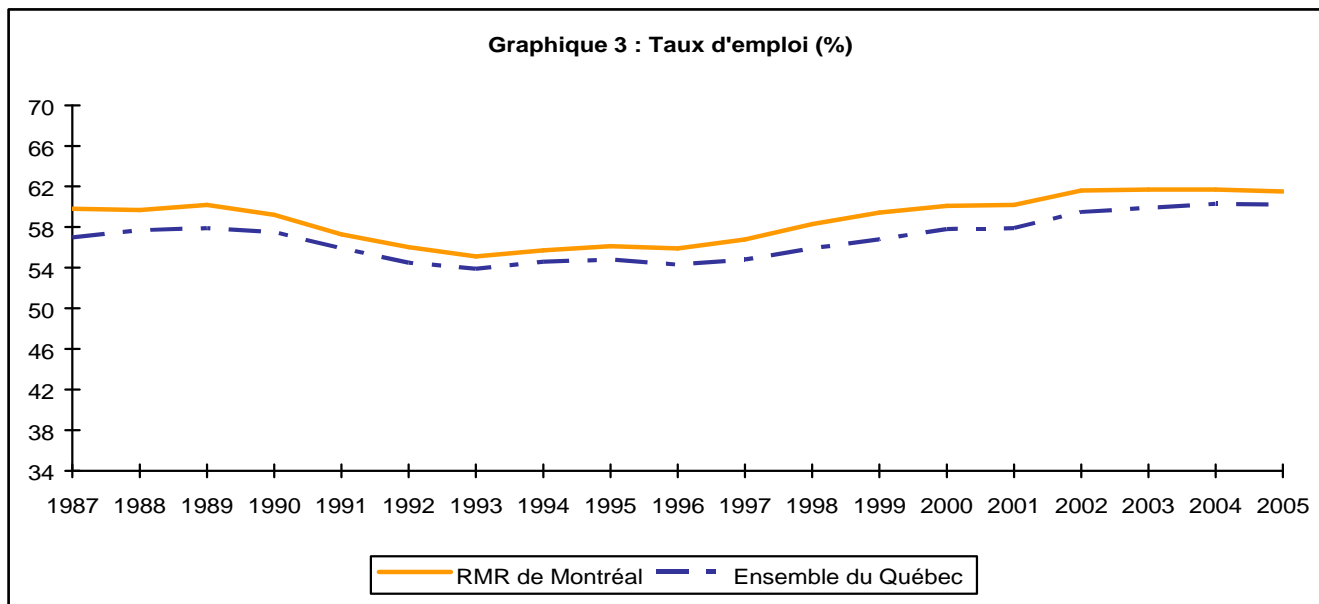
Graphiques et tableaux

Graphiques 1 et 2
TAUX DE CHÔMAGE ET VARIATION ANNUELLE DE L'EMPLOI SELON LA RÉGION
Moyenne annuelle 2005



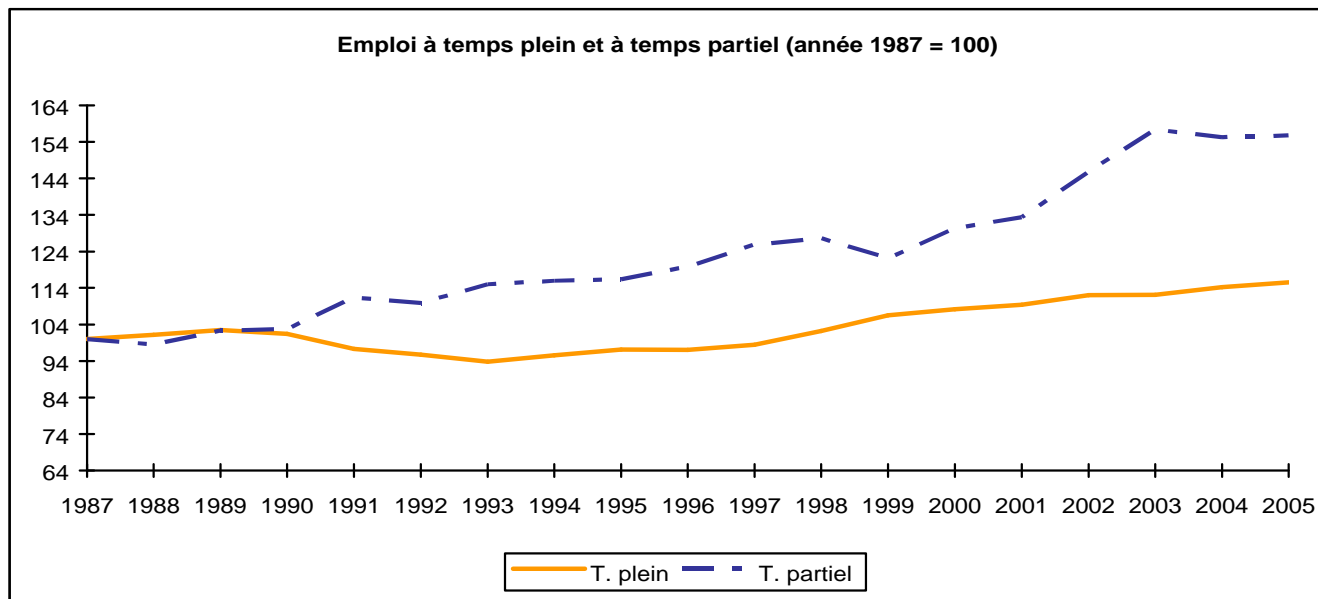
Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Graphiques 3 et 4
TAUX D'EMPLOI (%) ET TAUX DE CHÔMAGE (%)
RMR de Montréal et ensemble du Québec
Moyenne annuelle 2005



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Graphique 5
EMPLOI À TEMPS PLEIN ET À TEMPS PARTIEL
RMR de Montréal
Moyenne annuelle 2005



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 1A
PRINCIPAUX INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL
RMR de Montréal et ensemble du Québec
Données non désaisonnalisées

Indicateurs du marché du travail	RMR de Montréal			Ensemble du Québec		
	Moyenne annuelle 2005	Moyenne annuelle 2004	Variation %	Moyenne annuelle 2005	Moyenne annuelle 2004	Variation %
Population 15 ans et plus (000)	2 970,5	2 931,1	1,3	6 182,2	6 110,9	1,2
Population active (000)	2 000,9	1 979,0	1,1	4 055,8	4 027,5	0,7
Emploi (000)	1 827,4	1 808,7	1,0	3 721,6	3 685,9	1,0
- Temps plein (000)	1 500,7	1 482,8	1,2	3 048,4	3 016,2	1,1
- Temps partiel (000)	326,8	325,9	0,3	673,2	669,7	0,5
Chômeurs et chômeuses (000)	173,5	170,3	1,9	334,2	341,5	-2,1
Taux de chômage (%)	8,7	8,6		8,2	8,5	
Taux d'activité (%)	67,4	67,5		65,6	65,9	
Taux d'emploi (%)	61,5	61,7		60,2	60,3	
Durée du chômage (semaines)	20,1	20,2	-0,5	20,1	20,0	0,5

- : Donnée non disponible.

Note : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 1B
PRINCIPAUX INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL
Montréal, Laval et RMR de Montréal moins Montréal et Laval
Données non désaisonnalisées

Indicateurs du marché du travail	Montréal			Laval			RMR de Montréal moins Montréal et Laval		
	Moyenne annuelle 2005	Moyenne annuelle 2004	Variation %	Moyenne annuelle 2005	Moyenne annuelle 2004	Variation %	Moyenne annuelle 2005	Moyenne annuelle 2004	Variation %
Population 15 ans et plus (000)	1 569,0	1 557,0	0,8	300,2	295,2	1,7	1 101,3	1 078,9	2,1
Population active (000)	1 031,0	1 013,0	1,8	197,8	196,9	0,5	772,1	769,1	0,4
Emploi (000)	920,4	909,0	1,3	182,2	180,8	0,8	724,8	718,9	0,8
- Temps plein (000)	757,5	740,5	2,3	146,3	147,8	-1,0	596,9	594,5	0,4
- Temps partiel (000)	162,9	168,5	-3,3	35,9	33,0	8,8	128,0	124,4	2,9
Chômeurs et chômeuses (000)	110,6	104,0	6,3	15,6	16,1	-3,1	47,3	50,2	-5,8
Taux de chômage (%)	10,7	10,3		7,9	8,2		6,1	6,5	
Taux d'activité (%)	65,7	65,1		65,9	66,7		70,1	71,3	
Taux d'emploi (%)	58,7	58,4		60,7	61,2		65,8	66,6	
Durée du chômage (semaines)	22,0	20,9	5,3	16,1	21,0	-23,3	--	--	--

- : Donnée non disponible.

Note : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total, à cause des données qui ont été arrondies.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 2
COMPARAISONS INTERRÉGIONALES
QUELQUES INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL
Moyenne annuelle 2005
Données non désaisonnalisées

Régions économiques, régions métropolitaines et ensemble du Québec	Taux d'activité (%)	Taux de chômage (%)	Taux d'emploi (%)
RÉGIONS ÉCONOMIQUES			
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	50,6	17,8	41,6
Bas-Saint-Laurent	59,3	8,5	54,3
Capitale-Nationale	66,4	5,8	62,6
Chaudière-Appalaches	68,4	6,4	64,1
Estrie	63,9	6,6	59,7
Montréal	66,8	6,9	62,1
Montréal	65,7	10,7	58,7
Laval	65,9	7,9	60,7
Lanaudière	68,1	6,2	63,9
Laurentides	67,3	7,5	62,2
Outaouais	68,9	6,9	64,2
Abitibi-Témiscamingue	61,9	9,2	56,3
Mauricie	60,0	9,8	54,1
Saguenay—Lac-Saint-Jean	59,8	10,7	53,4
Côte-Nord et Nord-du-Québec	64,6	8,2	59,3
Centre-du-Québec	67,5	8,1	62,1
RÉGIONS MÉTROPOLITAINES			
Saguenay	60,0	9,9	54,0
Québec	67,6	5,6	63,8
Trois-Rivières	64,8	9,1	58,8
Sherbrooke	65,4	7,3	60,7
Montréal	67,4	8,7	61,5
Ottawa-Gatineau	71,0	6,6	66,3
ENSEMBLE DU QUÉBEC	65,6	8,2	60,2

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 3
PRINCIPAUX INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL SELON LE SEXE ET L'ÂGE
RMR de Montréal et ensemble du Québec

Sexes et groupes d'âge	RMR de Montréal			Ensemble du Québec		
	Moyenne annuelle 2005	Moyenne annuelle 2004	Variation %	Moyenne annuelle 2005	Moyenne annuelle 2004	Variation %
HOMMES						
Population 15 ans et plus (000)	1 457,6	1 432,1	1,8	3 038,0	3 001,7	1,2
Population active (000)	1 062,7	1 048,0	1,4	2 171,1	2 157,5	0,6
Emploi (000)	964,6	952,3	1,3	1 978,1	1 961,0	0,9
- Temps plein (000)	845,6	839,5	0,7	1 754,0	1 745,1	0,5
- Temps partiel (000)	119,1	112,9	5,5	224,1	215,9	3,8
Chômeurs (000)	98,1	95,6	2,6	193,0	196,4	-1,7
Taux de chômage (%)	9,2	9,1		8,9	9,1	
Taux d'activité (%)	72,9	73,2		71,5	71,9	
Taux d'emploi (%)	66,2	66,5		65,1	65,3	
FEMMES						
Population 15 ans et plus (000)	1 512,9	1 499,0	0,9	3 144,2	3 109,2	1,1
Population active (000)	938,3	931,0	0,8	1 884,7	1 870,0	0,8
Emploi (000)	862,8	856,3	0,8	1 743,5	1 724,9	1,1
- Temps plein (000)	655,1	643,3	1,8	1 294,4	1 271,1	1,8
- Temps partiel (000)	207,7	213,0	-2,5	449,1	453,8	-1,0
Chômeuses (000)	75,4	74,7	0,9	141,2	145,1	-2,7
Taux de chômage (%)	8,0	8,0		7,5	7,8	
Taux d'activité (%)	62,0	62,1		59,9	60,1	
Taux d'emploi (%)	57,0	57,1		55,5	55,5	
15-29 ANS						
Population 15 à 29 ans (000)	738,7	729,3	1,3	1 472,9	1 462,1	0,7
Population active (000)	528,3	543,5	-2,8	1 075,9	1 084,2	-0,8
Emploi (000)	463,8	476,3	-2,6	953,0	954,1	-0,1
- Temps plein (000)	316,2	324,9	-2,7	649,8	649,1	0,1
- Temps partiel (000)	147,6	151,3	-2,4	303,2	305,0	-0,6
Chômeurs et chômeuses (000)	64,6	67,2	-3,9	122,9	130,1	-5,5
Taux de chômage (%)	12,2	12,4		11,4	12,0	
Taux d'activité (%)	71,5	74,5		73,0	74,2	
Taux d'emploi (%)	62,8	65,3		64,7	65,3	
30 ANS ET PLUS						
Population 30 ans et plus (000)	2 231,8	2 201,8	1,4	4 709,4	4 648,7	1,3
Population active (000)	1 472,6	1 435,5	2,6	2 979,9	2 943,2	1,2
Emploi (000)	1 363,7	1 332,4	2,3	2 768,5	2 731,8	1,3
- Temps plein (000)	1 184,5	1 157,8	2,3	2 398,6	2 367,1	1,3
- Temps partiel (000)	179,2	174,6	2,6	369,9	364,7	1,4
Chômeurs et chômeuses (000)	108,9	103,1	5,6	211,3	211,4	-0,0
Taux de chômage (%)	7,4	7,2		7,1	7,2	
Taux d'activité (%)	66,0	65,2		63,3	63,3	
Taux d'emploi (%)	61,1	60,5		58,8	58,8	

- : Donnée non disponible.

Note : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 4
EMPLOI PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ
RMR de Montréal et Ensemble du Québec

Secteurs d'activité ¹	RMR de Montréal			Ensemble du Québec		
	Moyenne annuelle		Variation	Moyenne annuelle		Variation
	2005 (000)	2004 (000)	%	2005 (000)	2004 (000)	%
Secteur de la production de biens	390,1	388,6	0,4	927,9	913,3	1,6
Agriculture	6,6	5,4	22,2	60,4	49,8	21,3
Foresterie et exploitation forestière	-	-	-	19,6	20,2	-3,0
Pêche, chasse et piégeage	-	-	-	2,1	1,6	31,3
Extraction minière	-	-	-	17,0	13,8	23,2
Services publics	14,2	14,4	-1,4	31,9	32,0	-0,3
Construction	81,5	70,2	16,1	179,8	166,5	8,0
Fabrication	286,5	297,6	-3,7	617,2	629,3	-1,9
Fabrication d'aliments, de boissons et de produits du tabac	36,1	37,4	-3,5	74,6	84,4	-11,6
Usines de textiles et de produits textiles	8,5	9,5	-10,5	19,8	20,7	-4,3
Fabrication de vêtements, de produits en cuir et analogues	25,2	30,8	-18,2	36,2	44,2	-18,1
Fabrication de produits en bois	6,6	6,1	8,2	53,8	59,4	-9,4
Fabrication du papier	10,6	9,7	9,3	39,8	35,8	11,2
Impression et activités connexes de soutien	18,3	22,9	-20,1	33,9	39,1	-13,3
Fabrication de produits chimiques	24,8	27,3	-9,2	32,3	36,0	-10,3
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	18,7	10,4	79,8	44,1	34,8	26,7
Fabrication de produits minéraux non métalliques	6,9	6,9	0,0	18,7	17,5	6,9
Première transformation des métaux	9,7	9,7	0,0	35,1	29,8	17,8
Fabrication de produits métalliques	21,7	17,0	27,6	46,6	35,6	30,9
Fabrication de machines	13,0	18,1	-28,2	27,6	33,4	-17,4
Fabrication de produits informatiques et électroniques	16,7	16,0	4,4	25,4	22,7	11,9
Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électrique	6,0	6,7	-10,4	11,6	12,1	-4,1
Fabrication de matériel de transport	33,7	35,6	-5,3	51,8	55,0	-5,8
Fabrication de meubles et de produits connexes	13,0	13,6	-4,4	36,9	36,8	0,3
Activités diverses de fabrication ²	16,9	19,7	-14,2	29,1	32,2	-9,6
Secteur des services	1 437,3	1 420,1	1,2	2 793,7	2 772,7	0,8
Commerce de gros	87,4	91,8	-4,8	142,2	144,3	-1,5
Commerce de détail	233,1	226,8	2,8	483,0	471,6	2,4
Transport et entreposage	83,1	94,7	-12,2	165,1	178,8	-7,7
Finance	58,4	60,3	-3,2	96,7	94,0	2,9
Sociétés d'assurance, fonds et autres instruments financiers	24,2	27,9	-13,3	53,4	53,3	0,2
Services immobiliers	28,9	20,6	40,3	43,1	32,5	32,6
Services de location et de location à bail	6,3	13,0	-51,5	12,6	19,5	-35,4
Services professionnels, scientifiques et techniques	150,5	147,1	2,3	225,2	221,1	1,9
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	73,5	59,7	23,1	130,1	115,0	13,1
Services d'enseignement	132,5	119,2	11,2	244,8	240,0	2,0
Soins de santé et assistance sociale	204,2	211,0	-3,2	442,0	442,6	-0,1
Information, culture et loisirs	104,8	100,4	4,4	164,5	163,9	0,4
Hébergement et restauration	97,5	91,5	6,6	213,1	205,8	3,5
Autres services	76,0	78,2	-2,8	161,3	171,5	-5,9
Administration fédérale (incluant la défense)	18,4	18,4	0,0	69,6	70,9	-1,8
Administrations publiques provinciales et territoriales	26,5	24,8	6,9	86,0	79,3	8,4
Administrations publiques locales, municipales, régionales et autre	31,9	34,7	-8,1	60,8	68,4	-11,1
ENSEMBLE DES SECTEURS	1 827,4	1 808,7	1,0	3 721,6	3 685,9	1,0

- : Donnée non disponible.

Note : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

¹ Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

² L'industrie de la fabrication de produits du pétrole et du charbon est incluse dans cette industrie.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 5
EMPLOI SELON LE GENRE ET LE NIVEAU DE COMPÉTENCE
RMR de Montréal et ensemble du Québec

Genre de compétence	RMR de Montréal			Ensemble du Québec		
	Moyenne annuelle 2005 (000)	Moyenne annuelle 2004 (000)	Variation %	Moyenne annuelle 2005 (000)	Moyenne annuelle 2004 (000)	Variation %
Gestion	183,8	164,7	11,6	330,6	316,7	4,4
Affaires, finance et administration	354,9	371,1	-4,4	663,3	665,3	-0,3
Sciences naturelles et appliquées et professions apparentées	144,0	153,8	-6,4	255,1	256,8	-0,7
Secteur de la santé	111,4	111,1	0,3	239,4	229,5	4,3
Sciences sociales, enseignement, administration publique et religion	163,0	161,0	1,2	326,0	320,9	1,6
Arts, culture, sports et loisirs	86,7	69,1	25,5	132,5	109,5	21,0
Vente et services	439,5	438,8	0,2	876,5	890,2	-1,5
Métiers, transport et machinerie	210,9	210,5	0,2	527,2	523,2	0,8
Prof. propres au secteur primaire	16,4	15,1	8,6	97,4	85,5	13,9
Transformation, fabrication et services d'utilité publique	116,9	113,4	3,1	273,7	288,4	-5,1
ENSEMBLE DES PROFESSIONS	1 827,4	1 808,7	1,0	3 721,6	3 685,9	1,0
Niveau de compétence¹						
Gestion	183,8	164,7	11,6	330,6	316,7	4,4
Professionnel	375,0	351,5	6,7	651,0	609,5	6,8
Technique	543,8	544,1	-0,1	1 212,8	1 189,2	2,0
Intermédiaire	523,2	559,3	-6,5	1 096,7	1 145,6	-4,3
Élémentaire	201,6	189,1	6,6	430,4	424,9	1,3

- : Donnée non disponible.

Note : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

¹ Le niveau de compétence selon la Classification nationale des professions : gestion (expérience dans le domaine visé);
professionnel (généralement diplôme universitaire); technique (généralement diplôme collégial ou secondaire professionnel);
intermédiaire (généralement diplôme secondaire général); élémentaire (généralement études secondaires non terminées).

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 6

**PRESTATAIRES DE L'ASSURANCE-EMPLOI¹
SELON LES RÉGIONS ÉCONOMIQUES ET L'ENSEMBLE DU QUÉBEC**

Régions économiques et ensemble du Québec	Année 2005	Année 2004	Variation %	Taux de prestation ² Année 2005
RÉGIONS ÉCONOMIQUES				
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	14 243	13 875	2,6	21,7
Bas-Saint-Laurent	14 696	14 663	0,2	10,9
Capitale-Nationale	21 918	23 157	-5,4	4,9
Chaudière-Appalaches	16 756	16 675	0,5	6,4
Estrie	12 682	12 388	2,4	6,6
Montérégie	39 710	41 407	-4,1	4,5
Montréal	46 951	51 877	-9,5	3,8
Laval	9 148	9 661	-5,3	3,9
Lanaudière	15 781	15 902	-0,8	5,9
Laurentides	19 425	19 569	-0,7	6,2
Outaouais	9 496	9 985	-4,9	4,3
Abitibi-Témiscamingue	9 441	9 559	-1,2	9,5
Mauricie	13 529	13 677	-1,1	7,9
Saguenay-Lac-Saint-Jean	19 102	18 584	2,8	9,9
Côte-Nord	8 828	8 323	6,1	12,8
Nord-du-Québec	2 060	1 955	5,4	8,2
Centre-du-Québec	11 266	11 396	-1,1	7,7
ZME ³ de Montréal	96 913	104 484	-7,2	4,1
ENSEMBLE DU QUÉBEC	285 032	292 652	-2,6	5,8

¹ Prestataires de l'assurance-emploi actifs et aptes au travail.

² Le taux de prestation correspond au nombre de prestataires divisé par le nombre de personnes âgées de 15 à 64 ans (recensement 2001).

³ La ZME ou zone métropolitaine de l'emploi est formée de la somme des territoires des 47 centres locaux d'emploi de la RMR de Montréal et correspond presque au territoire de la RMR.

Source : Ressources humaines et développement des compétences Canada.

Tableau 7
PRESTATAIRES DE L'ASSISTANCE-EMPLOI¹
SELON LES RÉGIONS ÉCONOMIQUES ET L'ENSEMBLE DU QUÉBEC

Régions économiques et ensemble du Québec	Année*	Année*	Variation	Taux de prestation ²
	2005	2004	%	Année* 2005
RÉGIONS ÉCONOMIQUES				
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	2 743	3 079	-10,9	4,2
Bas-Saint-Laurent	3 592	3 954	-9,2	2,7
Capitale-Nationale	10 696	11 505	-7,0	2,4
Chaudière-Appalaches	3 947	4 190	-5,8	1,5
Estrie	5 821	5 816	0,1	3,0
Centre-du-Québec	4 332	4 177	3,7	2,9
Montérégie	18 826	19 652	-4,2	2,1
Montréal	64 153	67 179	-4,5	5,2
Laval	4 001	4 186	-4,4	1,7
Lanaudière	6 448	6 630	-2,7	2,4
Laurentides	7 345	7 777	-5,6	2,3
Outaouais	6 847	6 853	-0,1	3,1
Abitibi-Témiscamingue	3 050	3 400	-10,3	3,1
Mauricie	7 756	7 941	-2,3	4,5
Saguenay—Lac-Saint-Jean	6 331	6 835	-7,4	3,3
Côte-Nord	1 572	1 732	-9,2	2,3
Nord-du-Québec	587	620	-5,3	2,3
ZME ³ de Montréal	82 959	86 856	-4,5	3,5
ENSEMBLE DU QUÉBEC	157 805	165 410	-4,6	3,2

* La moyenne des douze derniers mois allant de octobre à octobre.

¹ Adultes sans contraintes à l'emploi.

² Le taux de prestation correspond au nombre de prestataires divisé par le nombre de personnes âgées de 15 à 64 ans (recensement 2001).

³ La ZME ou zone métropolitaine de l'emploi est formée de la somme des territoires des 47 centres locaux d'emploi de la RMR de Montréal et correspond presque au territoire de la RMR.

Source : Ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale.